

ITAR-TASS MOSCOU. LA CONFERENCE DE PRESSE DE SON EXCELLENCE JEAN-CLAUDE JUNCKER, PREMIER-MINISTRE DU GRAND-DUCHE DE Luxembourg

PREMIER-MINISTRE. Bonjour et merci de m'avoir fait l'honneur de cette invitation. Nous sommes venus, le ministre Grethen et moi-même, en Russie à un moment particulier. Ce n'était pas prévu, mais le cours des choses fut tel.

La Russie et cette ville ont traversé la tragédie entre 23-26 octobre. Et nous, Luxembourgeois, comme d'ailleurs beaucoup des Européens se sont sentis très proches des Russes pendant ces événements tragiques. Il y a eu beaucoup de victimes. Mais nous savons tous, je le crois, qu'il aurait pu y avoir beaucoup plus de victimes. Je suis un Européen atypique. Je ne viens pas à Moscou pour faire la leçon aux autorités russes, pour leur faire savoir comment ils auraient dû gérer la crise, parce que dans une situation de ce type on ne peut que faire des erreurs. On m'a dit que le mot erreur en russe a une signification différente que le mot erreur en français. C'est une expression douce en français et elle n'a aucune connotation de fautivite.

Je crois qu'à partir des événements de Moscou de la semaine passée il faut tirer un certain nombre des leçons. La principale est telle qu'il faut redoubler d'efforts dans la lutte de la communauté internationale contre le terrorisme. Quand on parle de Tchétchénie, je voudrais dire aussi que - mais cela ne fait pas partie de quelque leçon - bien sûr, il faut une solution politique à ce problème. D'ailleurs, nous avons l'impression que la solution politique, elle est en cours. Et j'ai retenu de mes entretiens avec le Président de la Fédération, le Premier-Ministre et le Ministre des Affaires Etrangères que nos amis russes restent attachés à la recherche d'une solution politique et pacifique. La lutte contre le terrorisme, c'est une chose et là nous sommes à cent pour cents du côté des nos amis russes. Et en le disant, je m'exprime pas seulement en tant que Premier ministre luxembourgeois, mais en tant que membre du Conseil européen qui ressemble tous les chefs d'Etat et de Gouvernement européens. Et puis, il y a la recherche d'une solution pacifique. Je veux dire par là, politique. C'est difficile et vu de loin cela paraît facile. Me trouvant en Russie, je me rends compte de l'énorme complexité de l'ensemble de ces problèmes. Pour le reste nous avons discuté un certain nombre des problèmes internationaux: l'Iraq où nos positions sont proches, les relations entre la Russie et l'Union européenne, et notamment la question de Kaliningrad où, là encore, il n'y a pas de différences notables. Les relations Russie-OTAN et l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN. Enfin nous avons fait dans différents entretiens un tour d'horizon assez complet du paysage international et européen. Si vous m'obligiez à dire tout ce qui a été dit, nous serions là jusqu'à six heures. Je préfère que vous me posez des questions.

Q. ITAR-TASS. Comment évaluez-vous l'état des relations économiques entre nos deux pays? Quelles sont les prémisses de leur expansion et notamment quelles sont les prémisses de l'augmentation éventuelle de vos investissements dans notre économie?

R. Je vous répondrais en citant trois chiffres. Luxembourg est le dixième investisseur direct en Russie et le septième investisseur industriel en Russie. C'est une performance

assez remarquable pour un si petit pays qui est constitué par le Grand-duché de Luxembourg.

Deuxième chiffre nos échanges commerciaux sont insuffisants. La Russie ne relève que 0,5 pour cent dans le tableau des nos exportations. Tandis que d'autres pays moins grands que la Russie et dont nous avons beaucoup moins des relations qu'avec la Russie nos échanges commerciaux ont un volume qui dépasse très largement celui des nos échanges avec la Russie. Donc il nous reste beaucoup à faire pour corriger le niveau des nos échanges. Nous sommes en train de le faire puisque au premier semestre de 2002 nos échanges commerciaux ont augmenté de 28 pour cent.

Troisième chiffre illustratif. Le Luxembourg abrite sur son territoire la société européenne des satellites qui exploite les satellites Astra. C'est le numéro un des opérateurs des satellites mondiaux. Nous avons lancé nos satellites par des fusées russes. Le prochain lancement aura lieu le 22 novembre. Nous avons du opérer un choix stratégique. Le lanceur traditionnel des nos satellites fut la fusée française Ariane. Nous avons voulu diversifier nos choix des lanceurs et nous nous sommes adressés à la haute technologie russe. Rien que cette affaire satellitaire correspond à un investissement direct de 600 millions de dollars.

Vu nos expériences passées, vu nos ambitions futures nous voyons toutes les conditions réunies pour élargir nos relations commerciales.

Q. "ROSSIYSKAYA GAZETA". Quelle solution serait d'après vous optimale pour la question relative à la région de Kaliningrad vu l'extension de l'Union européenne?

R. Il n'y a pas de solutions optimales. Il y a seulement des solutions raisonnables. Et la solution raisonnable voudra que nous respectons le fait que la Russie sur ce point a une position particulière qui est parfaitement compréhensible. Mais que nous respectons également l'ensemble et le catalogue de tous les droits qui découlent de l'exercice par la Lituanie de sa souveraineté. Et puis il y a une exigence proprement européenne.

Nous devons veiller à la sécurité des nos frontières extérieures. De là découle l'idée que très probablement nous verrons le jour venu circuler un train entre Kaliningrad - je n'ose pas dire la Russie puisque Kaliningrad en fait partie - nous verrons circuler un train dont les modalités de transport font en sorte que ces trois principes sont respectés. Il y a les aspects de sécurité des frontières extérieures pour l'Union européenne qui est un principe que nous devons respecter tous. Et il ne faut pas faire comme si la Lituanie n'existait pas. Et il ne faut pas humilier nos amis russes. Ce n'est pas la question des jeux des puissances.

Q. "NOVOE VREMYA". Le Luxembourg fait partie du groupe international pour la lutte contre les abus financiers. Et Luxembourg est parmi les leaders du mouvement pour la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme. Dans quelle mesure ce travail est efficace actuellement et que pensez vous de l'intention de Russie devenir membre de cette organization.

R. Il y a sur ce point plusieurs remarques que je dois faire. Nous pensons que le GAFI est une institution tout à fait utile. Il ne faut pas, quand on parle de lutte contre le financement du terrorisme, verser dans un lyrisme. Il faut faire en sorte que le terrorisme ne puisse pas se financer par des canaux lugubres de blanchiment d'argent sale. D'ailleurs parfois le terrorisme se finance par l'argent propre. Mon pays a fait de la lutte

contre le blanchiment la priorité nationale. Nous sommes le septième centre financier international par son importance. Tous les criminels, tous les terroristes, tous les bandits doivent savoir que Luxembourg n'est pas une place où ils pourraient opérer tranquillement. D'où l'importance de la lutte contre le blanchiment de l'argent et la lutte contre le financement du terrorisme. D'ailleurs j'ai convenu avec votre Premier-ministre hier soir de conclure un accord bilatéral dans la matière de lutte contre le financement du terrorisme.

Nous savons que la Russie a pris la décision de devenir membre de cette organisation GAFI. Et que suite à l'adoption de quelques lois récentes la Russie était enlevée de la liste noire du GAFI. Les législations, les pratiques russes doivent être soumises à un certain nombre des examens comme c'est le cas pour tout nouveau membre de cette structure. Nous avons offert à vos autorités le support et les techniques du Luxembourg en ce qui concerne la préparation de ces examens. Le fait que la Russie ait rejoint cette organisation est une bonne nouvelle pour la communauté financière internationale. Je crois que l'appartenance à cette organisation démontre la suffisance des ambitions de Russie dans la matière.

Q. AFP. Les autorités russes ont évoqué à plusieurs reprises les connexions à l'étranger des séparatistes de Tchétchénie. Et ce qu'ils ont précisé cela avec vous et est-ce qu'ils ont demandé peut-être de fermer le bureau tchéchène à Luxembourg?

R. Nous avons évoqué ces problèmes des connexions que pouvaient avoir les terroristes qui ont opéré à Moscou avec des réseaux terroristes internationaux situés dans d'autres pays que la Russie. Il n'y a pas de bureau tchéchène à Luxembourg. Si l'on en avait eu il aurait été fermé le 23 octobre.

Q. "KOMPAS". Quelle est la position du Luxembourg sur le règlement de la situation autour de l'Iraq et que pensez-vous du nouveau projet de la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU sur ce chapitre?

R. Faute de raisons qui m'échappent le Grand-Duché de Luxembourg n'est pas un membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. La sagesse de ce Conseil se trouve étrangement réduite. Mais nous avons des idées sur ce sujet que nous soumettons à d'autres et que nous partageons avec d'autres. L'objet de l'action de la communauté internationale ne fut jamais de changer le régime irakien au sens de le remplacer par un autre. Je souhaite que les Irakiens eux-mêmes fassent ce choix et nous n'avons pas à interférer dans ce choix. La préoccupation de la communauté internationale fut toujours de dire que le retour des inspecteurs doit être assuré. Et c'est l'essentiel des efforts de la communauté internationale. Nous pensons que les nouvelles résolutions doivent d'avantage expliciter les missions exactes des inspecteurs et avoir pour conséquences qu'aucune limite au sens géographique ou culturel au sens large soit imposée à leurs missions. Mais nous n'aimerions pas voir le Conseil de Sécurité adopter une résolution qui inclurait sans autres formes de procédure le recours à l'emploi de la force.

Q. Agence "PRIME": Quelles ont été les réactions au Luxembourg relatives aux événements de Moscou et quels efforts devraient à votre avis être déployés par la communauté internationale pour couper court le défi du terrorisme?

Jean-Claude Juncker: On a été très choqué par ce que s'est passé à Moscou. Nous n'acceptons pas que, pour quelque raison que ce soit, la vie du citoyen innocent - soit russe ou autre - serait mise en danger. Il n'y a pas de justifications au terrorisme. Les explications qu'on peut avoir ne sont jamais des justifications. Et nous condamnons donc avec véhémence ces actions terroristes qui hier ont frappé Moscou et qui demain peuvent frapper n'importe qui à n'importe quel endroit n'importe où à travers le monde. C'est le contraire d'un minimum de la civilisation. C'est strictement inacceptable. Déjà après le 11 septembre et après ce qui a eu lieu dans cette ville nous voulons être parmi ceux qui ont l'intention de redoubler l'effort pour mettre terme à ces déferlements moribonds du terrorisme. Le Luxembourg a dans cette affaire une responsabilité particulière. Puisque nous sommes un des plus importants centres financiers du monde. Tous les canaux du financement du terrorisme doivent être détruits. Pour le reste, membre de l'OTAN, nous voulons faire en sorte que la coopération entre les services de renseignement s'améliorent davantage. Il n'y a pas deux camps qui luttent contre le terrorisme - les pays occidentaux d'une part et la Russie d'autre part. C'est le camp de la civilisation qui doit s'opposer au terrorisme. Pour moi, il n'y a aucune différence de quelque nature que ce soit opérer entre l'OTAN et Russie. C'est un monde qui doit lutter contre le terrorisme. Et donc nous devons échanger nos informations sur le terrorisme comme s'il s'agissait d'un seul Etat.

Q. "DIPKURIER" : Vous avez dit déjà qu'au Kremlin un des thèmes abordés c'était les relations entre la Russie et l'OTAN. Ne pourriez-vous pas donner votre évaluation d'état de ces relations? Comment pouvez-vous apprécier le travail du nouveau Conseil Russie-OTAN?

Jean-Claude Juncker: Le 28 mai nous avons décidé la mise en place du nouveau Conseil OTAN-Russie. Avant de l'avoir signé, nous avons déjà le partenariat OTAN-Russie. La règle dans cet ensemble était que les pays de l'OTAN se consultaient d'abord avant de parler à la Russie. La nouvelle règle sera tout différente. Il n'aura plus de la pré-concertation avant de parler à nos amis russes. Dans cette nouvelle structure, nous sommes vingt. Et vingt c'est plus que "dix-neuf plus un". Nous traitons, en stricte égalité, entre les vingt qui se rencontrent dans cette structure. Je porte sur cette nouvelle structure un jugement des plus positifs. Puisque cette structure prend en considération le fait que la Russie est un élément central de la stabilité et de la sécurité d'Europe et donc de la mise en place d'une nouvelle architecture européenne. Bien sûr, la Russie ne dispose pas d'un droit de veto à l'égard des décisions qui seraient prises par l'Alliance Atlantique. Mais en fait il n'est pas imaginable que d'une façon systématique l'Alliance Atlantique prenne des positions qui n'auraient pas été pré-accordées avec la Russie. Cette structure de vingt fonctionnant sur la base de stricte la égalité démontre d'ailleurs que l'OTAN ne nourrit pas à l'égard de la Russie des sentiments hostiles. C'est une forme de la coopération dirigée vers l'avenir. Ce n'est pas la mise entre parenthèses d'une hostilité déjà ancienne.

Q. TASS-INTERNET : A quel nom d'Europe accordez-vous la préférence: « Etats-Unis d'Europe », « Union d'Europe » ou peut-être le « Grand-Duché d'Europe »?

Jean-Claude Juncker : La dernière formule me tente. Mais la réalité géographique et démographique est là pour nous enseigner que c'est impossible. Pour le reste, et je ne dis pas ça pour vous vexer, cette question ne m'intéresse point du tout. Vous la posez

non parce que cela vous intéresse, mais parce que les autres la posent. Ce qui m'intéresse, ce sont les ambitions de l'Europe. Quelle Europe voulons-nous pour ceux qui y vivent aujourd'hui et pour les générations d'avenir. Comment on appelle cette ambition, Communauté européenne, Union européenne, grande Europe, Europe unie - peu m'importe. Tout me convient à partir du moment où la substance est correctement envisagée par les Européens. Il y a une seule expression que je refuse, c'est celle des Etats-Unis d'Europe. Parce que cette expression tente d'exprimer l'idée que les nations n'existeraient plus. Or les nations ne sont pas l'invention provisoire de l'Histoire. Elles sont faites pour durer. L'essentiel est donc que les nations ne se dirigent pas les unes contre les autres. Ce serait du nationalisme primaire dont Mitterrand, à juste titre, a dit qu'il conduit toujours à la guerre. Alors nous ne devons pas trop perdre de temps à nous imaginer que l'Europe de demain puisse ressembler à ce que seraient les Etats-Unis d'Amérique d'aujourd'hui. Nous devons avoir une Europe où les richesses des uns alimentent les richesses des autres. Alors l'Union européenne me convient parfaitement et la Communauté européenne encore plus. Puisque le terme « communauté » dit plus que le terme « union ». Mais ça m'est strictement égal. L'essentiel est donc que je ne voudrais plus jamais revoir revenir l'Europe qu'ont connue nos grands-parents.

Q. AFP : Je suppose que la présence du ministre de l'Economie à votre côté révèle l'existence de quelques projets - peut-être déjà accords - dans le domaine de l'énergie et du transport.

Henri GRETHEN : Ce serait peut-être un peu prématuré de vous exposer avec précision tous les projets que nous avons. M. le Premier ministre vous a déjà signalé la collaboration très étroite entre la société luxembourgeoise SES et des entreprises russes. Si vous regardez les échanges commerciaux entre la Russie et le Grand-Duché de Luxembourg la plupart du temps, abstraction faite des importations que je qualifierais d'indirectes, le Grand Duché de Luxembourg n'a aucune ressource énergétique. Nous importons beaucoup de gaz d'Allemagne, c'est à dire de Ruhrgas, qui est un client important de Gazprom. Nous importons deux tiers de notre énergie électrique également d'Allemagne de RWE. De matière de transport, il y a eu une collaboration étroite entre la société Aeroflot et les autorités luxembourgeoises. Pour des raisons commerciales, Aeroflot a décidé, surtout dans le domaine cargo, de desservir maintenant un aéroport qui se trouve en Allemagne à 50 km de la frontière luxembourgeoise. Nous ne désespérons pas que Aeroflot va de nouveau revenir à Luxembourg. Parallèlement, nous sommes demandeurs que nos droits de survol du territoire russe soient reconsidérés. Et nous avons convenu de nous retrouver prochainement au niveau bilatéral à ces sujets.

Q. ITAR-TASS : Qu'est-ce que vous attendez comme décisions lors du sommet Russie-Union européenne?

Jean-Claude Juncker : Je crois que des décisions importantes en matière énergétique doivent être prises. Et je veux partir du principe que la question de Kaliningrad sera définitivement réglée le 11 novembre entre M. Poutine et la présidence danoise à Bruxelles.